

HAPPY

**DROIT DE**

**L'ENVIRONNEMENT :**

**MOTEUR DU**

**DÉVELOPPEMENT DES**

**HAPS ?**

Comment utiliser le droit de  
l'environnement pour financer le  
développement de l'écosystème HAPS ?

**Le droit de l'environnement est composé de centaines de normes, internationales, régionales, nationales**

**Ces normes concernent tous les milieux, et imposent des comportements à tous les acteurs publics et privés**



**L'atmosphère est le milieu le plus réglementé, c'est le plus simple à surveiller et sa pollution a un impact direct sur la santé**

- **Protocole de Montréal : protection de la couche d'ozone**
- **Directive 2016/2284 : réduction des émissions SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, COVNM, NH<sub>3</sub>, PM<sub>2,5</sub> (niveaux de 2005 pour 2030)**
- **Loi 2021-1104 : baisser d'au moins 55% les émissions de GES d'ici 2030**



**Neutralité carbone 2050 : tous les acteurs sont concernés**



**Les différents milieux aquatiques sont aussi très réglementés, les pouvoirs publics semblent prendre conscience des enjeux avec les récentes sécheresses et les ressources halieutiques sous pression**

- **Convention de Nairobi : enlèvement des épaves en eaux internationales**
- **Directive 80/778/CEE : qualité des eaux à destination de la consommation humaine**
- **Article R211-81 du Code de l'environnement : encadre l'épandage et interdit certaines zones**



**Les enjeux de l'encadrement des sols sont totalement différents, car l'agriculture, la gestion des ressources (bois, minerais...), la construction des bâtiments, sont des activités diverses, stratégiques, mais directement impactées par ces règles**

- **Convention sur la biodiversité biologique : préservation de la biodiversité**
- **Règlement 2021/2116 : encadre l'agriculture pour respecter les objectifs du Pacte Vert**
- **Loi n° 2018-938 : encadrements de certains produits phytosanitaires et protection de la biodiversité**



**Concernant la protection de l'espace et de l'astronomie, il n'y a... rien.**



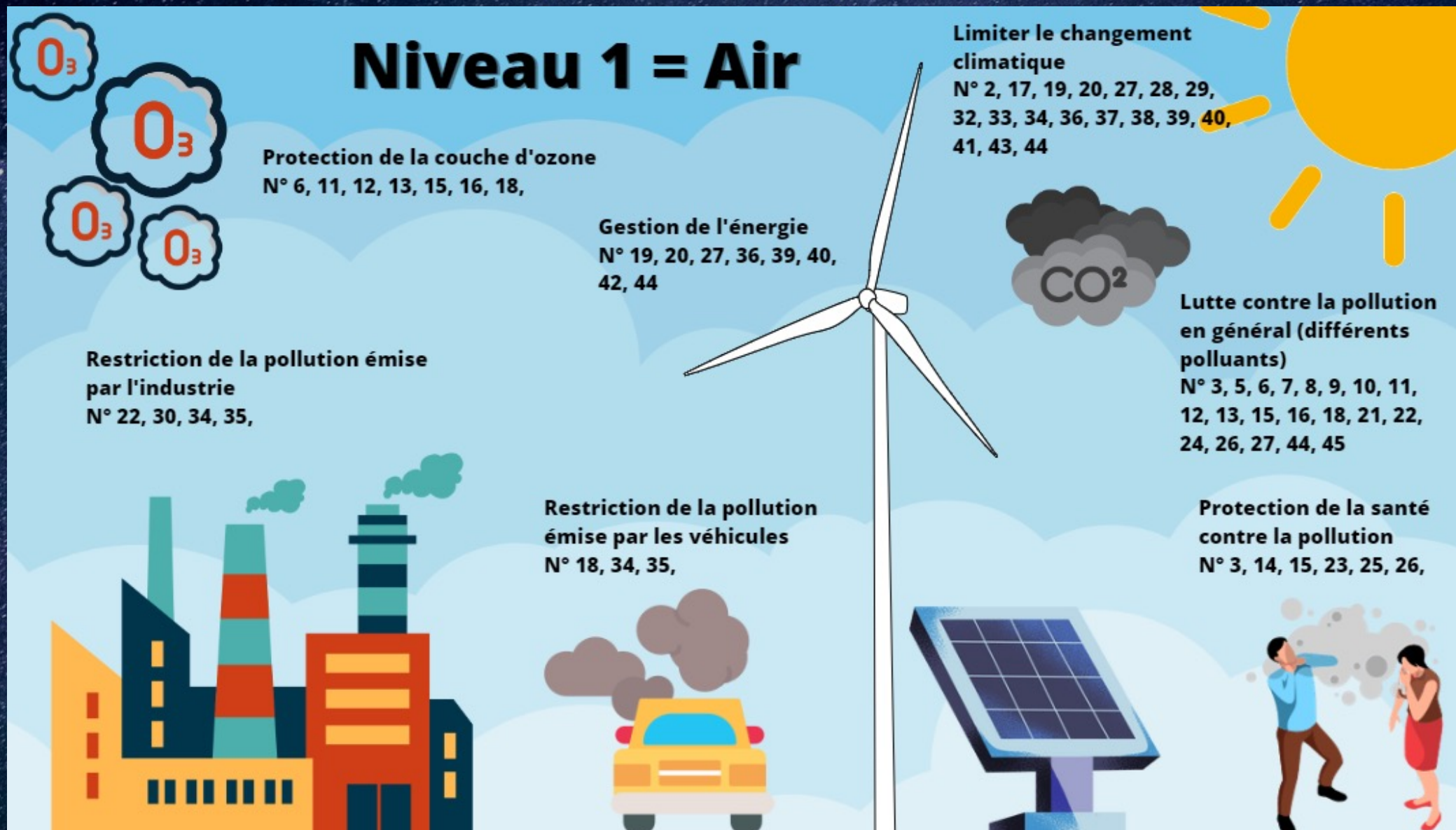
# Tableau Excel regroupant toutes les normes pertinentes, par milieu, pouvant bénéficier des recherches via des HAPS

Ref. (sch.)	Texte	Nom (facultatif)	Date	Type	Emetteur (niveau + niveau)	Obligato	Contenu	Usages possibles pour les HAPS	Catégorie/sec (#tag)	Commentair	Lien du texte	Autres liens
20	Article L229-26 du code de l'environnement	Plan climat-air-énergie territorial (PCAET)	?	Loi	France Intercommunalité Métropole	Oui selon conditions	d'atténuer le changement climatique, le combattre, s'y adapter ; définit le programme d'actions à réaliser afin d'améliorer l'efficacité énergétique, limiter les GES... Il peut aussi concerner la prévention et la réduction des émissions de polluants atmosphériques.	#climat #GES #énergie			<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000032974938/">https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000032974938/</a>	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGI0046193825">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGI0046193825</a>
21	Articles R222-13 à R222-13-1 du code de l'environnement	Plan de protection de l'atmosphère (PPA)	?	Loi	France Agglomération Autres zones polluées	Oui selon conditions	Chaque plan doit avoir comme objectif de ramener à l'intérieur de l'agglomération (ou la zone concernée) les niveaux de certains polluants à un certain niveau.	#pollution			<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/</a>	
22	Article L222-9 du code de l'environnement	réduction des émissions de	?	Loi	France	Oui	de polluants atmosphériques au niveau national et respecter les exigences UE.	#pollution #industrie			<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039376695">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000039376695</a>	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/</a>
23	Articles L1311-6 à L1311-7 du code de la santé publique	environnement 2021-2025 (PNSE 4)	?	Loi	France	Oui	sur l'état de l'environnement et les bons gestes à adopter pour la santé et celle des techniques et financières du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air.	#pollution #santé			<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/</a>	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/</a>
24	?	surveillance de la qualité de l'air ?	?	?	France	Oui	techniques et financières du dispositif national de surveillance de la qualité de l'air.	#pollution			<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/</a>	<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/">https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006749220/LEGISCTA000006176940/</a>
25	?	environnement (2016-2022, le prochain en	?	?								
26	Articles L222-1 à L222-3 du code de l'environnement	Plan régional pour la qualité de l'air (PRQA)	?	Loi								
27	Articles L222-1 à L222-3-1 du code de l'environnement	Schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE)	?	Loi								
35	Décret relatif aux budgets carbone nationaux et à la stratégie nationale bas-carbone											
36	Convention internationale de Nairobi sur l'enlèvement des épaves	Convention de Nairobi	18/05/2007	Traité International	International	Oui (pour les Etats parties dont la France)	règles internationales uniformes destinées à garantir l'enlèvement rapide et efficace des épaves qui se trouvent au-delà de la mer territoriale.	#épaves #pollution #hautemer			<a href="https://www.imo.org/fr/about/Conventions/pages/nairobi-international-convention-on-the-removal-of-wrecks.aspx">https://www.imo.org/fr/about/Conventions/pages/nairobi-international-convention-on-the-removal-of-wrecks.aspx</a>	
36	Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau	Convention de Ramsar	02/02/1971	Traité International	International	Oui (pour les Etats parties dont la France)	de toutes leurs zones humides; Inscrire des zones humides appropriées sur la Liste des zones humides d'importance internationale (la « Liste de Ramsar ») et à assurer leur bonne gestion;	#biodiversité #pollution			<a href="https://www.ramsar.org/fr/a-propos/la-convention-sur-les-zones-humides-et-sa-mission">https://www.ramsar.org/fr/a-propos/la-convention-sur-les-zones-humides-et-sa-mission</a>	
37	Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants	Convention de Stockholm	22/05/2001	Traité International	International	les Etats parties dont la France	Interdiction de certains polluants organiques persistants (POP) et encadrement de l'utilisation de certains POP.	#santé #pollution #pop			<a href="http://www.pops.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/2232/Default.aspx">http://www.pops.int/TheConvention/Overview/TextoftheConvention/tabid/2232/Default.aspx</a>	
38	Directive 2006/118/CE	Directive sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration	12/12/2006	Directive européenne	UE	les Etats membres de l'UE dont la France	Les principes directeurs suivants : mesures spécifiques visant à prévenir et à contrôler la pollution des eaux souterraines : a) des critères pour l'évaluation du bon état chimique des eaux	#pollution #eusouteraine			<a href="https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32006L0118">https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32006L0118</a>	
39	Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux	Convention d'Helsinki	17/03/1992	Traité International	International	les Etats parties dont la France					<a href="https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=080000280044685&amp;clang=fr">https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=080000280044685&amp;clang=fr</a>	
40	Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures		29/11/1969	Traité International	International	les Etats parties dont la France	Prévoit la responsabilité et les indemnisations dus par les différents acteurs.	Analyse rapide des dégâts, détermination de la responsabilité			<a href="https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=0800002801083db&amp;clang=fr">https://treaties.un.org/Pages/showDetails.aspx?objid=0800002801083db&amp;clang=fr</a>	
41	Loi n° 2016-1087	de la biodiversité de la nature et des paysages	08/08/2016	Loi	France	Oui	De nombreuses mesures sont prises visant à protéger la biodiversité : réserve maritime, lutte contre le plastique...	#biodiversité #pollution			<a href="https://www.legifrance.gouv.fr/lorf/id/JORFTEXT000033016237">https://www.legifrance.gouv.fr/lorf/id/JORFTEXT000033016237</a>	<a href="https://www.ecologie.gouv.fr/loi-reconquete-biodiversite-nature-et-des-paysages">https://www.ecologie.gouv.fr/loi-reconquete-biodiversite-nature-et-des-paysages</a>
41		Directive sur la										






# Legal design = rendre le droit accessible à tous



# Niveau 2 = GES

Légende : origine des textes

France/CT = 

UE = 

International = 




Limiter l'augmentation de la température à +2°C (+1,5 si possible) (n°2)





 Sortie progressive des énergies fossiles (n° 40)  
2030 = réduire consommation énergie fossile 30% (2012) (n° 36)



Stratégies à différents niveaux pour réduire les GES (n° 20, 21, 41) 



2050 = neutralité carbone (n° 17, 19, 28)  

2030 = réduire GES de 55% (1990) (n° 29)  

2020 = réduire GES de 18% (1990) (n° 33) 

Pour certains secteurs européens :

2030 = réduire leurs émissions de 43% (2005) (n° 34) 



# Niveau 3 = Neutralité carbone

Objectif mondial 

Réduire la production de GES de 18% par rapport à 1990

2020

Objectif français et européen  

Réduire la production de GES de 55% par rapport à 1990


2030

Objectif français et européen  

Neutralité carbone

2050



 Objectif européen approche sectorielle

Réduire la production de GES de 43% par rapport à 2005

Secteur X

Secteur X

Secteur X

# Niveau 1 = Eau



**Lutte contre les inondations**  
N° 14, 15, 16

**Protection des rivières**  
N° 2, 3, 4, 6, 8, 20, 29, 30,  
31, 32, 39



**Protection des eaux  
souterraines**  
N° 2, 6, 8, 38



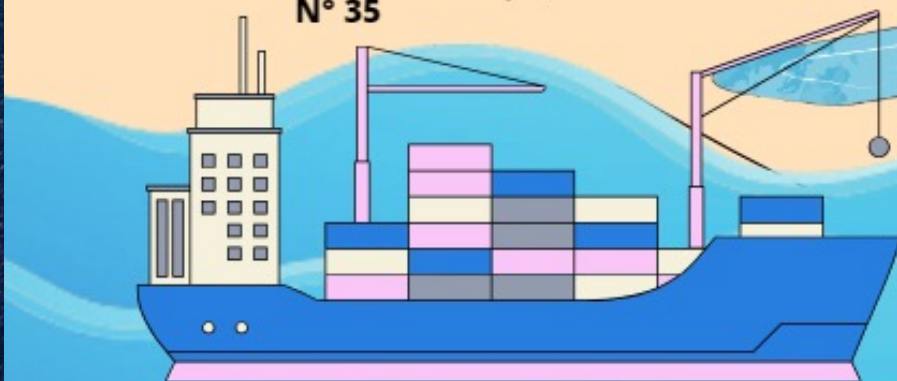
**Protection des  
lacs/zones humides**  
N° 2, 3, 4, 6, 8, 28, 36



**Protection contre la  
pollution pétrolière**  
N° 33, 40

**Rejets contrôlés**  
N° 10

**Règlementation des navires/épaves**  
N° 35



**Protection des  
océans/mers/littoraux**  
N° 5, 7, 18, 19, 33, 34, 41

**Gestion des ressources  
halieutiques**  
N° 7, 34, 41



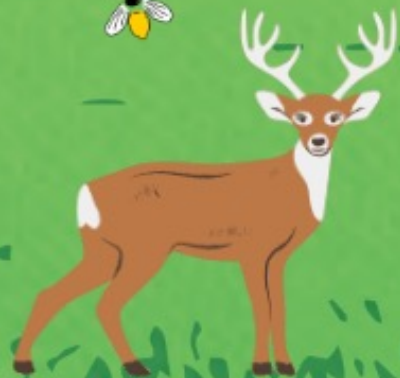
**Protection contre la pollution  
(en général, plastique et autre)**  
N° 3, 4, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 18, 19,  
20, 21, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 33,  
34, 37, 38, 39, 40, 42



# Niveau 1 = Terre

Protection de la biodiversité

N° 3, 4, 9, 16, 20, 21, 22, 36, 37, 38, 39, 40, 42



Règlementation de l'agriculture

N° 4, 11, 12, 13, 14, 19, 21, 22, 23, 31, 44



Suivi de la qualité des sols/pollution

N° 17, 18, 31, 34, 35, 43, 46



Gestion et protection des forêts

N° 24, 25, 41, 44

Gestion et protection des territoires

N° 2, 3, 4, 18, 20, 32, 37, 38, 39, 45, 46

Etude de la désertification

N° 10, 32, 33

Contrôle des pesticides

N° 4, 5, 6, 7, 8, 15, 42



Lutte contre les incendies

N° 41



**Le droit de l'environnement, véritable outil au service des juridictions**



Ville de  
GRANDE-SYNTHE

# Les Amis de la Terre vs. Shell

**Demande : Shell doit réduire de 45% ses émissions**

**Juridiction : tribunal néerlandais**

**Date : 26/05/2021**

- **Shell est une entreprise énorme : elle a des participations dans plus de 1100 entreprises dans 160 pays = fort impact.**
- **L'entreprise pollue plus que certains pays (dont Pays-Bas).**
- **85% de ses émissions = scope 3 ; assume sa part de responsabilité mais ne peut aller plus vite que la société.**
- **Assume sa volonté de poursuivre ses investissements énergies fossiles.**
- **Même si Shell réduit = les concurrents prendront sa place.**

**Décision**

- **Shell a un impact si important dans le monde qu'elle doit agir pour réduire ses émissions = 45% d'ici 2030**
- **Obligation de résultat (scope 1 et 2) et de moyen (scope 3)**

# Commune de Grande-Synthe c/ Gouvernement français

**Demande : le gouvernement doit  
respecter ses engagements**

**Juridiction : Conseil  
d'État**

**Date : 19/11/2020 ;  
01/07/2021 ; 10/05/2023**

- **Le gouvernement doit prendre les mesures pour infléchir le changement climatique.**
- **Il ne respecte pas les quotas SNC (alors qu'il les augmente).**
- **Le juge demande un supplément d'instruction.**
- **Les baisses des émissions françaises sont très faibles d'année en année.**
- **Plusieurs rapports indiquent que la France n'atteindra pas ses objectifs de neutralité.**
- **Le gvt doit prendre les mesures nécessaires.**
- **Depuis la dernière décision, le gvt a pris beaucoup de mesures.**
- **Mais ce n'est pas suffisant.**
- **La décision n'est pas complètement appliquée, le gvt doit prendre plus de mesures, dont à court terme.**

Décision 1

Décision 2

Décision 3



## **Suite : mission doctorale**

- **Affiner les recherches juridiques selon les besoins (legal design)**
- **Dimensionner la structure juridique du projet Neostars**
- **Maintenir le contact avec les régulateurs nationaux, régionaux et internationaux**
- **Participer aux discussions avec les partenaires publics et privés**
- **Construction d'un argumentaire juridique solide pour les potentiels financeurs**

## Suite : mission doctorale

- **Affiner les recherches juridiques selon les besoins (legal design)**
- **Dimensionner la structure juridique du projet Neostars**
- **Maintenir le contact avec les régulateurs nationaux, régionaux et internationaux**
- **Participer aux discussions avec les partenaires publics et privés**
- **Construction d'un argumentaire juridique solide pour les potentiels financeurs**

**Merci pour votre attention**

**Questions ?**

*Quentin Gueho, IDEST | [quentin.gueho@universite-paris-saclay.fr](mailto:quentin.gueho@universite-paris-saclay.fr)*